La dimension répressive de la Grande Peur : l'ambiguïté des mesures défensives contre les brigands

Henri Vignolles

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3952>

DOI : 10.4000/lrf.3952

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Henri Vignolles, « La dimension répressive de la Grande Peur : l'ambiguïté des mesures défensives contre les brigands », *La Révolution française* [En ligne], 18 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2020, consulté le 09 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3952> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.3952>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2020.

© La Révolution française

La dimension répressive de la Grande Peur : l'ambiguïté des mesures défensives contre les brigands

Henri Vignolles

Introduction

- 1 Depuis les premières histoires de la Révolution française, les paniques de l'été 1789 ont été créditées de toutes sortes de vertus, de significations et de machiavélismes. Elles ont tantôt été considérées comme une réaction préventive légitime et annonciatrice de la Grande Armée selon Michelet ; un stratagème, ingénieux selon Adolphe Thiers et Louis Blanc, coupable selon l'historiographie Contre-Révolutionnaire ; ou encore comme preuve de l'inconséquence d'un peuple ayant foulé aux pieds ses maîtres et protecteurs selon Taine. Écrire ces paniques permettait aisément de renforcer un sentiment général au sujet des débuts de la Révolution française : respectivement – et à grands traits –, affirmation de la Nation, valorisation de l'influence, positive ou négative, des meneurs parisiens, ou encore mouvement populaire menant inexorablement à « l'anarchie spontanée ». Dans tous les cas, ces paniques étaient le fait de masses paysannes crédules, essentialisées dans leur spontanéité archaïque ou enfermées dans leur passivité face aux manipulations de groupes plus ou moins secrets et coupables.
- 2 La Grande Peur de 1789 est devenue l'un des épisodes incontournables de toute histoire de la première année de la Révolution française. Les paniques qui agitent la France à la fin du mois de juillet sont aujourd'hui pleinement identifiées à la Révolution paysanne, selon le topique des « trois révolutions » de l'été quatre-vingt-neuf : révolution des juristes, le 17 juin, révolution du peuple urbain, parisien, à la mi-juillet, et révolution des campagnes avec la « Grande Peur ». Sous ce nom, les historiens désignent un

ensemble de fausses nouvelles et de paniques collectives bien souvent considérées comme une immense jacquerie. En effet, entre le 20 juillet et le 6 août 1789, une grande partie du pays est alarmée par la circulation de fausses nouvelles annonçant l'attaque soudaine mais certaine de plusieurs milliers de « brigands ». Ces rumeurs provoquent des paniques collectives qui précèdent une réponse défensive, par laquelle les communautés s'organisent et s'arment contre la menace réputée imminente.

- 3 Deux historiens ont joué un rôle majeur dans l'adoption du nom « Grande Peur », ainsi que le sens général qui lui est conféré au sein de l'historiographie de la Révolution française. La contribution décisive et pionnière de Georges Lefebvre, qui proposa en 1932 une synthèse qui reste la référence sur le phénomène, est bien connue¹. Le rôle d'Alphonse Aulard est quelque peu oublié, mais c'est ce dernier qui proposa le nom de « Grande Peur » – un temps « Grand'Peur » – pour désigner l'ensemble des paniques de l'été 1789. C'est également Aulard qui lança un appel à publier les sources de la Grande Peur conservées dans les Archives². Au tournant du xx^e siècle, de nombreux archivistes et historiens publièrent les journaux, délibérations communales, lettres et enquêtes se rapportant à la Grande Peur et firent progresser significativement les connaissances sur le phénomène. À ce titre, Lefebvre, comme en témoigne sa bibliographie indicative, est tributaire de ce vaste effort collectif, qui n'a été interrompu que par la Grande Guerre.
- 4 Le présent article vise à mettre en lumière une dimension méconnue, ou du moins peu valorisée, de la Grande peur de 1789, en interrogeant les liens qu'entretient la célèbre panique collective avec les groupes élitaires, leur crainte de l'anarchie et de la violence populaire. À travers cette panique, les historiens commentent le plus souvent l'imaginaire et l'action de la paysannerie française ainsi que son influence sur la dynamique révolutionnaire : la Grande Peur est devenue un objet historiographique qui résume presque à lui seul l'intervention de la paysannerie en 1789. Dans la première partie de cet article, nous chercherons à comprendre comment la réduction de l'histoire de la Grande Peur à l'histoire du mouvement paysan s'est imposée dans l'historiographie de la Révolution française. Nous contesterons ensuite cette réduction en analysant l'ambiguïté de la crainte des brigands telle qu'elle est formulée en 1789. Enfin, nous montrerons comment les mesures défensives pendant et après la Grande Peur renvoient précisément à cette ambiguïté.

1. L'identification de la Grande Peur à l'insurrection agraire

- 5 À travers sa synthèse, Georges Lefebvre a proposé une définition claire de ce que l'on peut intégrer dans la Grande Peur et de ce avec quoi il ne faut pas la confondre. Elle n'est pas universelle, elle ne se résume pas à la crainte des brigands et ne recouvre pas non plus l'ensemble du mouvement paysan de l'été 1789. Elle se caractérise par la certitude collective de l'arrivée imminente des brigands et par l'extraordinaire capacité des alarmes qui en sont la conséquence à se diffuser hors de l'échelle locale. En suivant la définition de Lefebvre, la Grande Peur est un phénomène spontané, dont on ne trouve nulle trace de préparation. Elle se répand par la circulation en chaîne de fausses nouvelles, entraînant paniques collectives et armements défensifs qui alimentent à leur tour des alarmes. Les fausses nouvelles étant communiquées de bonne foi, bien souvent dans le cadre des réseaux sociaux et administratifs préexistants, elles ne sont pas

simultanées. Dès lors, l'on peut tenter de suivre sa progression, ce que fit Lefebvre en identifiant des « courants » à l'origine desquels il trouvait des « paniques originelles », points de départ peu nombreux au regard de l'importance de la Grande Peur³. De Lefebvre, on retient également la chronologie⁴ et la géographie de la Grande Peur, qui n'ont guère été remises en question depuis⁵.

- 6 L'équivalence régulièrement affirmée entre la révolte agraire et la Grande Peur tient dans l'idée que la seconde connaîtrait systématiquement, ou presque, une phase dite « offensive » ou « punitive ». Selon cette idée, les paysans armés par la Grande Peur, apprenant que les « brigands » n'étaient que le fruit de fausses nouvelles, auraient laissé éclater leur colère contre le régime féodal. Ce, en attaquant les châteaux, les propriétés et surtout les archives seigneuriales. Ce sont les « terriers », avatars de la « réaction seigneuriale⁶ », en fait les documents légitimant la perception des divers droits féodaux, qui étaient principalement visés. La Grande Peur aurait provoqué une gigantesque jacquerie. C'est une idée très répandue, bien souvent considérée comme la phase la plus significative de la Grande Peur et qui permet de la traiter avant tout comme paysanne et comme une révolte.
- 7 Ce passage d'une phase défensive contre les brigands à une phase offensive contre les seigneurs est néanmoins contestable, notamment dans son caractère systématique. Des régions entières ont connu une Grande Peur qui n'a pas évolué en guerre aux châteaux : le Sud-Ouest, l'Auvergne ou encore le Soissonnais⁷. C'est ce constat, présent chez Lefebvre, qui permet à Philippe Hamon d'intégrer la Grande Peur dans l'histoire de l'autodéfense rurale, expression de l'aspiration à l'ordre et à la sécurité des ruraux qui unissait bien souvent de multiples composantes de la société rurale⁸. Un regard contemporain éclaire cet aspect, une lettre des « citoyens » de Bordeaux revenait en ces termes sur les paniques de l'été 1789 :

Ce bon peuple qui jamais ne donna plus de preuves de son patriotisme, disons même de sa générosité que dans ces circonstances où on l'a vu voler au secours de ses oppresseurs lorsque leurs biens & leurs vies se trouvaient en péril par l'effet d'une effervescence passagère excitée peut-être par ceux-là même qui ont tant d'intérêt à le tromper⁹.

- 8 En plus de rendre observable la croyance, très répandue à l'époque, qui fait de la Grande Peur le résultat d'une machination, cet extrait montre qu'elle est loin d'avoir été comprise partout comme un prélude de la guerre aux châteaux. L'expérience des paniques de l'été 1789 des élites « patriotes » bordelaises est bien plus celle d'un mouvement de défense des propriétés, y compris des privilégiés, induisant leur interprétation par la manipulation collective. En de nombreux endroits, la Grande Peur été vécue comme un moment de concorde sociale, à l'exemple d'Ambialet (Tarn), tel qu'en a rendu compte le premier consul :

Le trois du mois d'août dernier sur l'alarme des brigands nous volâmes tous aux armes. Comme vous le savez chaque individu, bien loin de céder à ces prétendus scélérats, s'arma comme par permission divine d'un esprit de courage, de bravoure et de patriotisme. Monsieur le chevalier Bourdès que nous priâmes de marcher à notre tête nous en donna l'exemple le plus héroïque ; animés d'un même esprit de reconnaissance, les habitants de la ville et vicomte d'Ambialet le proclamèrent à haute voix commandant de la milice bourgeoise¹⁰.

- 9 Parmi les régions où des incidents éclatèrent consécutivement aux alarmes, il est important de rappeler que seul le Dauphiné connut une flambée antiseigneuriale généralisée. Ailleurs, l'examen des violences que la Grande Peur a contribué à

déclencher laisse fréquemment entrevoir de grandes discordances avec la modélisation d'une violence paysanne et antiféodale. Dans le Sud-Ouest, la ville de Cahors est par exemple le théâtre de violences dans l'après-Grande Peur, mais elles restent l'exception dans la région du Quercy¹¹ ; de plus elles s'éloignent, ne serait-ce qu'en considérant la démographie de Cahors, de « l'idéal-type » de la violence rurale dans le cadre du village. Georges Lefebvre, dont la synthèse fondatrice est malgré tout convoquée par tous ceux qui font de la phase « offensive » l'élément déterminant de la Grande Peur, a pourtant clairement insisté sur la distinction voire l'incompatibilité entre les révoltes agraires de l'été 1789 et la Grande Peur : « On avait pas besoin d'elle [la Grande Peur], comme on l'a si souvent répétée, pour soulever le paysan : lorsqu'elle est survenue, il était déjà debout. » Il écrit également :

Les révoltes agraires du Bocage Normand, du Hainaut, de la Franche-Comté, de l'Alsace et même du Mâconnais sont antérieures à la Grande Peur et celle du Dauphiné est la seule qu'on puisse mettre à son compte. Entre la révolte agraire et la Grande Peur, il y a si peu de dépendance que la seconde n'apparaît pas dans la première, le Dauphiné excepté.¹²

- 10 Si dans *La Grande Peur de 1789*, Georges Lefebvre traite à plusieurs reprises des révoltes paysannes¹³, il les distingue absolument de la Grande Peur telle qu'il la définit. En insistant sur l'antériorité du soulèvement paysan, Lefebvre considérerait bien plus la Grande Peur comme une conséquence de l'entrée des paysans dans le processus révolutionnaire que comme une cause de celle-ci. L'idée inverse n'en reste pas moins très ancrée, notamment parce qu'elle rend l'enchaînement avec l'abolition des privilèges dans la célèbre nuit du 4 août plus limpide : puisque la Grande Peur est quasi-générale, en faire une sorte d'insurrection agraire, c'est montrer que presque toute la France est en sorte d'insurrection antiféodale. La Grande Peur permet de proposer une « globalisation unifiante¹⁴ » : la France rurale aurait exigé, à l'unisson et en l'espace de deux semaines, l'abolition des restes de la féodalité et l'aurait obtenue. Dans cet enchaînement logique, les caractères de la Grande Peur deviennent conformes à sa conséquence. Plusieurs auteurs ayant étudié le mouvement paysan pendant la Révolution française ont pourtant confirmé le constat d'exclusion de Lefebvre : en étudiant le Soissonnais, Clay Ramsay a montré que, là où la révolte agraire est en cours, la Grande Peur peine à se diffuser¹⁵. Jean-Jacques Clère constate la même absence dans une importante étude – préfacée par Michel Vovelle – consacrée aux structures foncières dans le département de la Haute-Marne¹⁶.
- 11 Le deuxième concept qui a déterminé l'assimilation de la Grande Peur à une vaste révolte est celui du « complot aristocratique ». C'est par ce concept clé que Georges Lefebvre explique en dernier ressort l'importance et le déploiement de la Grande Peur. Il s'agit selon lui de la « conviction que les nobles défendraient obstinément leurs privilèges¹⁷ » née dans la crise du printemps et de l'été entre les députés du Tiers-État, ceux des ordres privilégiés et la Cour. Conviction dramatiquement avivée par le renvoi de Necker le 11 juillet et la concentration des troupes royales autour de Paris dans les premiers jours de juillet. Cette crainte hautement subversive se serait répandue par la correspondance des députés du Tiers, les comptes rendus des séances et les nouvelles plus ou moins informelles des événements politiques, dans les villes puis dans les campagnes et aurait, toujours selon Lefebvre, fait la « synthèse » des craintes économiques et sociales préexistantes, déclenchant la Grande Peur. Le lien entre cette thèse et celle de la phase punitive est d'ordre logique plus qu'empirique ; si Lefebvre restait prudent, il est somme toute cohérent de conclure qu'une telle appréhension

contre les privilégiés ait évolué en lutte générale contre le régime féodal. Ainsi, l'idée d'une continuité entre la peur d'une armée de brigands à la solde de l'aristocratie et une réaction vengeresse contre les seigneurs, avatars locaux de cette même aristocratie, a permis de pallier à l'absence de preuves portant la seconde proposition dans le cadre strict de la Grande Peur. Après Lefebvre, et l'on serait tenté de dire malgré lui, quel que soit le lieu vers lequel on se tournait, il suffisait d'entrevoir des traces de la crainte des brigands pour démontrer la crainte du complot puis d'intégrer ce lieu dans le vaste mouvement antiféodal.

- 12 La crainte du complot aristocratique et la violence antiseigneuriale ne procèdent pourtant que partiellement d'une même logique. L'une implique quelques personnages de la Cour, le « despotisme ministériel » et s'alimente des nouvelles politiques de Paris et de Versailles, l'autre est locale, protéiforme, tributaire de l'état social et d'une expérience commune. L'invocation du complot aristocratique par des paysans insurgés peut bien être comprise comme une option stratégique d'adaptation au discours légitimé par le processus révolutionnaire, dans la poursuite d'objectifs autonomes. L'affirmation du lien de causalité entre les deux par le principal truchement de la Grande Peur ne revient-il pas par ailleurs à contester l'autonomie du mouvement paysan pendant la période révolutionnaire en entretenant l'idée que ses mots d'ordres viennent principalement de l'extérieur¹⁸ ? Quoi qu'il en soit, la thèse du complot aristocratique a été critiquée en tant que déclencheur de la Grande Peur, à l'échelle du Soissonnais par Clay Ramsay en 1992 et de façon plus générale par Timothy Tackett en 2004¹⁹. À partir de l'étude des sources de la Grande Peur, l'historien américain soutient notamment que l'existence de la conviction dans le complot aristocratique pendant l'été 1789, en dehors des grands centres urbains et de la région parisienne, avait été plus affirmée que démontrée par Lefebvre. Il soutient au contraire que la Grande Peur a été l'occasion de multiple « solidarités verticales » entre paysans et seigneurs locaux.
- 13 Ainsi, l'association, devenue norme, entre Grande Peur et insurrection paysanne repose sur des fondations bien fragiles. Dans le Sud-Ouest, Hubert Delpont avait déjà observé que la Grande Peur était restée à un stade « défensif » et refusait par-là de l'intégrer pleinement dans son histoire des « croquants » ; nos propres recherches semblent confirmer cette affirmation²⁰. Cette observation est également partagée par Hubert C. Johnson à l'échelle du midi, à l'exception du Dauphiné²¹. Malgré les importantes distinctions de Lefebvre, la Grande Peur, en tant qu'objet identifié par les historiens, semble avoir vampirisé l'histoire du mouvement paysan en 1789, alors que ce dernier obéit à nombre de logiques et de temporalités qui lui sont propres, extérieures à la célèbre panique. La réduction du mouvement paysan pendant l'été 1789 à la Grande Peur n'est pas sans s'accompagner de coûts interprétatifs plus ou moins implicites. Le principal est de limiter l'analyse de la « terreur panique » à la société paysanne, comme si l'oralité qui la caractérise, sa mentalité ou sa position subalterne formeraient le support privilégié de la rumeur, au contraire de la société lettrée qui en serait, sans que l'on s'explique pourquoi, immunisée²². Or, c'est bien l'ensemble du monde social qui a été impliqué dans la Grande Peur.
- 14 Cette longue mise au point était nécessaire pour situer les hypothèses développées dans cet article. En effet, en l'absence de lien systématique avec la violence antiseigneuriale de l'été 1789 et sans l'élément explicatif de la synthèse opérée par le complot aristocratique, les caractères de la Grande Peur nécessitent un nouvel éclaircissement.

2. L'ambiguïté de la peur des « brigands »

- 15 La réduction de la Grande Peur à la révolte paysanne procède d'un truisme largement implicite selon lequel la panique serait essentiellement paysanne alors que la grande majorité des récits, tout en étant écrits par des groupes élitaires soucieux de s'en distancier, laissent entrevoir une participation de toutes les couches sociales²³. Cet article entend insister sur le rôle de ceux qui ont trop souvent été exclus de l'histoire de la Grande Peur, les groupes élitaires, urbains comme ruraux : officiers municipaux, notables, notaires, curés, hommes de loi, seigneurs, marchands et ainsi de suite²⁴. Ces derniers ont bien souvent eu une part active dans la diffusion de la Grande Peur sur le moment. Par ailleurs, la peur des « brigands », moteur dominant de la Grande Peur, est difficilement réductible à la seule « mentalité » paysanne.
- 16 Les historiens se sont longtemps demandés qui étaient ces brigands tant craints à l'été 1789, et deux types de réponses ont été apportées : ils symboliseraient, chez des auteurs aussi différents que Taine et Jaurès, ce que le deuxième a appelé le « Quatrième État », la population dite « sans aveu », mouvante, pauvre, sujette aux migrations saisonnières, à la mendicité et au vagabondage. Dans le cadre de la thèse du « complot aristocratique », les brigands sont les agents (prisonniers, mercenaires, troupes étrangères, mais aussi vagabonds) de la vengeance des privilégiés et de la Cour et ne représenteraient donc qu'une forme de stigmatisation linguistique d'un ennemi politique et une synthèse des causes d'anxiété préexistantes²⁵. Or, lors des troubles de l'été 1789, le recours à la catégorie de « brigand », lorsqu'elle se rapporte à des faits précis, représente très souvent un euphémisme pour parler de la violence populaire. Euphémisme dont la fonction n'est pas d'amoindrir la violence dénoncée, au contraire, mais de ne pas l'attribuer directement au peuple pour continuer à pouvoir la dénoncer. Et ce pour légitimer l'emploi de moyens extraordinaires, au sens premier du terme, pour prévenir ou réprimer la violence populaire. L'ambiguïté du terme « brigand », sa capacité à suggérer une multitudes de menaces et son ubiquité sociale²⁶ sont alors des effets de cet euphémisme. La Grande Peur s'apparentant à une fausse nouvelle à laquelle un large spectre social a adhéré, les catégories et la langue qui définissent et délimitent les conventions nécessaires à sa propagation prennent une importance de premier plan dans sa compréhension.
- 17 Si le renvoi de la violence populaire, qu'elle soit rurale ou urbaine, au « brigandage » n'est pas nouveau²⁷, l'insurrection parisienne de la mi-juillet et les troubles qui lui ont succédé ont eu pour effet d'augmenter drastiquement le recours à cette catégorie. Dès l'origine, lorsque la milice *bourgeoise* parisienne s'organise, elle se justifie en annonçant qu'à côté de la violence défensive légitime, il y avait une violence dangereuse, celle des *malintentionnés*, celle des *brigands* qui profiteraient du désordre pour s'attaquer aux propriétés des honnêtes citoyens. La *milice bourgeoise* (elle ne devient *garde nationale* qu'un peu plus tard) n'avait pas pour seul objectif de coordonner l'insurrection mais également – d'aucuns diraient principalement – d'éviter qu'elle n'évolue vers le pillage des propriétés²⁸. La bourgeoisie parisienne manœuvra habilement, quoique dans une grande improvisation, non seulement pour limiter les effets qu'elle craignait être la suite naturelle de l'insurrection populaire mais également pour en contrôler les ressorts symboliques.
- 18 Les parisiens ne sont pas les seuls à avoir eu peur. En Province, comme dans la salle des États-Généraux à Versailles, les nouvelles de l'insurrection suscitent dans les premiers

temps des craintes, de la sidération et beaucoup d'appréhensions face à ce qui est régulièrement qualifié de « scènes sanglantes » qui meurtrissent la capitale. Une importante rumeur, qui précède la Grande Peur et que l'on retrouve dans un certain nombre de délibérations municipales tenues après l'insurrection parisienne, dénonce les *brigands échappés de la capitale*²⁹. Faut-il la comprendre comme le reflet de la stratégie de légitimation de l'insurrection par laquelle la bourgeoisie parisienne se dissociait d'une partie de ses violences en annonçant avoir évité son escalade ? Comme une déduction (qui peut tout autant être stratégique³⁰) liée à la succession des impressions causées par les événements de la capitale ? Ou comme un mot d'ordre relatif à la crainte de la contagion de la violence ? Dans tous les cas, le retour du bon ordre dans la capitale, bien que relatif, a été en de nombreux lieux compris comme n'ayant été obtenu que par l'exclusion des « brigands » de Paris. En septembre, la milice de Belfort adresse un mémoire à l'Assemblée nationale dans lequel sont évoqués les événements parisiens de la mi-juillet. Ce qu'elle y qualifie de « miracle », ce n'est pas la prise de la Bastille, mais la levée de la milice parisienne³¹. C'est principalement dans la période située entre l'insurrection parisienne et la Grande Peur que les grandes villes se dotent à leurs tours de milice bourgeoises, soit par imitation, soit en réaction à des troubles intérieurs³².

- 19 Une délibération communale du village de La Clayette (Saône-et-Loire) datée du 19 juillet, illustre très bien les appréhensions que fait naître la conjonction entre les violences parisiennes, l'armement des villes et les nouvelles de troubles plus ou moins éloignés :

La communauté [...] a cru devoir prendre en considération l'état désastreux où se trouve le royaume, quelques contestations élevées entre les députés des trois ordres aux États généraux ont servi de prétexte à des gens mal intentionnés, pour fomenter la division et troubler l'ordre et la tranquillité publiques. Plusieurs grandes villes, bourgs et villages ont déjà ressenti les effets toujours funestes de quelques émotions populaires. La consternation est aujourd'hui si générale et si grande qu'il n'est aucun citoyen ami de la patrie qui n'appréhende pour sa fortune et sa vie et qui ne soit disposé à employer tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour empêcher les vexations, réprimer les abus et rétablir l'ordre et l'union si nécessaire à la sûreté et à la prospérité d'un grand État ; ce ne peut être que dans cette vue que la Bretagne, la Bourgogne et quelques autres provinces ont établi des milices bourgeoises dans leurs différentes villes. Les délibérants ne pouvant se dissimuler que cette précaution leur paraît très sage et même indispensable³³.

- 20 La peur des possédants a précédé la Grande Peur, mais comment « empêcher les vexations, réprimer les abus et rétablir l'ordre et l'union si nécessaire » ? C'est là que l'invocation des brigands prend toute sa pertinence sociale, elle est l'énonciation d'une catégorie qui est l'exacte opposée du « citoyen ami de la patrie » et qui ne saurait être confondue avec l'insurrection légitime. Sur les « brigands » doit régner un consensus négatif, reconnu par tous. Confrontées à des mouvements de révoltes voisins ou intérieurs, les diverses autorités vont avoir systématiquement et spontanément recours à l'invocation des brigands et du brigandage pour les catégoriser. Ainsi à Couterne (Orne), le 27 juillet, dans une Normandie en proie à l'insurrection agraire :

Tandis que l'Assemblée nationale travaille à assurer à tous les citoyens un bonheur permanent, les peuples de la campagne du pays que j'habite se portent journellement à de tels excès que les siècles à venir ne pourront pas les croire. Et si la licence et le brigandage qui règne dans ce canton sont les mêmes dans toutes les parties de l'État, il sera bientôt culbuté. Il est temps que l'assemblée nationale apporte du remède aux maux qui nous désolent et arrête le cours des scènes

d'horreur qui se renouvellent tous les jours, il est urgent monseigneur, de secourir les malheureux possesseurs de fiefs et de réprimer la fureur et la barbarie de ces peuples [...] sans cela ce malheureux pays sera ruiné et ne présentera plus que des monceaux de cendres et de ruines³⁴.

- 21 Dans un contexte tout à fait différent, un consul du village de Baziège, près de Toulouse, décrit en ces termes l'émeute de subsistance ayant marqué la capitale du Languedoc le 27 juillet :

Messieurs vous avez appris par le bruit public et plusieurs d'entre nous ont vu eux-mêmes les émeutes qui se formèrent avant hier lundi à Toulouse où la populace effrénée se rendit à la place de la pierre, mit un taux bas aux grains malgré les capitouls qui y étaient présent, enleva les grains suivant le taux arbitraire et partie même sans en payer aucun prix. Et que de la même multitude furent enfoncés les greniers de plusieurs particuliers, en enlevèrent le bled, en pillèrent partie et firent vendre le restant à un prix encore plus infime qu'auparavant. Ces horribles procédés mirent tous les honnêtes citoyens en alarme, et de suite la ville leva une garde bourgeoise pour remédier à ces désordres et arrêter autant qu'il sera possible cette troupe forcenée de malfaiteurs. Cependant nous venons d'apprendre que l'émeute continue [...] Vous savez encore que le mal inspire et qu'il commence de gagner les campagnes, qu'hier au marché du lieu de Castanet il se forma pareillement une émeute à l'exemple des brigands de Toulouse, se crut permis de taxer et faire vendre à vil prix les grains qui avaient été portés au marché de ce lieu, d'enfoncer les greniers des habitants et d'en enlever les grains. Enfin nous sommes menacés d'un pareil désordre dans notre ville ou partie de la populace qui a commis des pillage à Toulouse et à Castanet a annoncé qu'elle se rendra Samedi prochain pour en user de même dans notre marché³⁵.

- 22 Dans ces deux cas, il ne s'agit pas de la Grande Peur mais bien d'évocations de troubles réels, le courant de la Grande Peur du Sud-Ouest ne parvient par ailleurs à Baziège que dans les premiers jours du mois d'août. La crainte de la violence populaire, euphémisée, multiplie les brigands, la crainte de la contagion de la violence produit des mesures de précautions et les discours plus ou moins alarmistes qui les légitiment, augmentant à nouveau la peur des brigands de façon circulaire. La comparaison de ces descriptions des insurrections – compréhension « ensablée³⁶ » du monde social – aux actions que l'on prêtait aux « brigands » pendant la Grande Peur fait apparaître de nombreuses proximités sémantiques : la *dévastation*, le *brigandage*, les *incendies*, la *sauvagerie*, la *barbarie*, les *troupes forcenées*, les *malfaiteurs*.
- 23 Les groupes élitaires, par leurs discours, par leurs mesures extraordinaires et par leur compréhension même de la violence populaire, ont transmis leur propre peur de l'anarchie à de larges fractions de l'échelle sociale en la formulant dans un langage apte à susciter une large reconnaissance. Le fait que la Grande Peur n'apparaisse pas, comme l'a montré Lefebvre, dans la révolte agraire, montre bien que la méconnaissance et l'exagération de cette violence ont été des facteurs déterminants dans le succès de la Grande Peur. Ainsi, pendant la Grande Peur et à travers la catégorie culturelle du « brigand », les couches sociales subalternes, en premier lieu les paysans, *reconnaissent* une menace commune et la *méconnaissent* en partie, effet majeur de la domination symbolique. L'invocation des brigands, menace exceptionnelle formulée dans un réseau d'oppositions culturelles familiaires, permettait d'affecter le spectre social le plus large possible. Elle rencontrait les propres aspirations à l'ordre des ruraux, tout en ne provoquant pas les mêmes inférences et n'avait donc pas les mêmes conséquences psychologiques et sociales.

3. Les mesures contre les brigands et le maintien de l'ordre intérieur

- 24 Si l'on regarde dans l'autre direction, après la Grande Peur, les mesures qui ont été prises contre les brigands étaient tout à fait convertibles en instruments intérieurs : les milices bourgeoises, rendues presque universelles par la Grande Peur, transformées en « gardes nationales » par l'Assemblée constituante, furent une pièce maîtresse du maintien de l'ordre dans les mois qui suivirent. Dès avant la déclaration du 10 août³⁷, puis l'instauration de la loi martiale en octobre, les corps urbains créés ou renforcés par la Grande Peur ont contribué à la répression dans les campagnes marquées par la révolte agraire : c'est notamment le cas à Lyon et dans le Mâconnais.
- 25 Dans les régions où les troubles n'étaient pas aussi systématiques, on constate un glissement des mesures prises contre les brigands. Une lettre du « comité permanent » de Château-Chinon à l'Assemblée nationale, éclaire cet aspect :
- Depuis quelque temps on était averti que des brigands échappés de la capitale s'étaient répandus dans diverses provinces qu'ils inondaient de leur nombre, et qu'ils portaient partout le fer, le feu et la désolation. Effrayé de ces bruits confirmés en quelque façon par les précautions formidables que prenaient toutes les villes du Royaume pour leur sûreté, Château-Chinon a cru devoir à leur exemple s'occuper des moyens de pourvoir à sa défense et à sa conservation³⁸.
- 26 Est établie, avant la Grande Peur, une milice le 28 juillet, puis la lettre continue :
- Le jeudi trente du même mois de juillet fut une journée d'effroi. Sur l'avis qu'on reçut qu'une troupe de brigands s'approchait du côté de la ville, après avoir saccagé Lormes et réduit en cendres différents villages, on sonna le tocsin ; la milice citoyenne se mit sous les armes et se vit bientôt renforcée par les habitants des campagnes circonvoisines [...]
- Les bruits qui ont jeté l'épouvante dans tous les esprits se sont dissipés et la tranquillité est ici parfaitement rétablie, quoiqu'il en soit le service de la milice citoyenne se fait exactement ce qui en rassurant les habitants contre les attaques extérieures dont ils sont menacés, les met en même temps à l'abri des brigands domestiques dont cette ville a été de tout temps infestée³⁹.
- 27 L'emploi de la locution « brigands domestiques » est remarquable dans ce contexte et montre l'utilisation stratégique qui pouvait être faite de cette figure terrifiante contre les franges du peuple dont on craignait la révolte et la violence. On trouve un autre exemple intéressant à Albi où, le 31 juillet, une assemblée des trois ordres est convoquée, la délibération porte sur l'impression laissée par les événements parisiens et nationaux, elle évoque ensuite les premiers échos de la Grande Peur qui parviennent dans cette ville :
- Instruits enfin depuis peu qu'une troupe de brigands rejetés sans doute de cette capitale ou de Bordeaux s'est répandue dans le Quercy et menace le pays d'albigeois⁴⁰.
- 28 L'assemblée décide de former une « milice de tous les habitants » :
- pour maintenir intérieurement le bon ordre et la paix, pour repousser et détruire comme ennemis du roi et de la nation les brigands qui infestent les frontières du pays d'albigeois, et pour donner du secours aux villes ou communautés qui en auraient besoin⁴¹.
- 29 Au moment même où les premières fausses nouvelles de la Grande Peur parviennent dans cette ville, la menace des brigands est associée aux désordres intérieurs, mais ce qui est autrement plus significatif, c'est que toutes les mentions relatives aux brigands

ont été raturées a posteriori⁴². C'est ainsi le cas de la totalité du premier paragraphe ci-dessus, tandis que, dans le second, toute la phrase à partir de « les brigands qui infestent » a été remplacée par la mention « tous ceux qui entreprendront de troubler l'ordre public ». En d'autres termes, une fois la Grande Peur estompée, a été conservé ce qu'elle a largement contribué à produire, une milice bourgeoise, utilisée comme instrument d'ordre public intérieur.

- 30 Autre illustration à Aurillac : dans l'adresse à ses « concitoyens patriotes », le président du conseil municipal (qui a remplacé l'ancienne administration communale), Lorus, chevalier de Saint-Louis, rend compte de son administration et propose un récit de la Grande Peur qui met en valeur l'utilité de la fausse alarme :

À peine étions-nous entrés dans la maison de la commune, qu'on nous annonça les approches d'une armée de 15 000 hommes qui s'avançaient ; elles n'étaient déjà qu'à huit lieues de nos murailles ; les citoyens s'armèrent promptement avec les armes qu'ils trouvèrent. [...] nous vîmes que ce n'était qu'une fausse alarme ; elle nous fut très utile cependant, en ce que nous nous aperçûmes que nous étions sans armes, sans munitions de guerre, & sans vivres. Nous nous assemblâmes ; notre délibération fut courte, elle se réduisit à accélérer la formation d'une Milice & à acheter des fusils, des munitions, afin de nous mettre en état de défense⁴³.

- 31 Renouvelant le thème de la concorde sociale, l'auteur précise plus loin que le Clergé « tant séculier que régulier » participa à l'effort financier et que la ville construisit un corps de garde. Dans le même temps, le glissement de la milice vers un instrument d'ordre intérieur est à peine souligné, tant il relève de l'évidence : « nous avons fait monter régulièrement une garde, fait des patrouilles pour prévenir toute espèce de désordre ».
- 32 L'Assemblée nationale, par sa proclamation du 10 août, et tout en reconnaissant la fausseté des alarmes de la Grande Peur, entend faire des « milices nationales » l'instrument du rétablissement de l'ordre. Si elle dénonce « les ennemis de la nation » et leurs « complots » comme l'origine des fausses alarmes et des désordres⁴⁴, elle précise surtout les modalités de répression des attroupements à venir et indique vers qui la suspicion sociale doit se tourner :

Que tous attroupements séditieux, soit dans les villes, soit dans les campagnes, même sous prétexte de chasse, seront incontinent dissipés par les milices nationales, les maréchaussées et les troupes, sur la simple réquisition des municipalités.

Que dans les villes et municipalités des campagnes ainsi que dans chaque district des grandes villes, il sera dressé un rôle des hommes sans aveu sans métier ni profession, et sans domicile constant, lesquels seront désarmés ; et que les milices nationales, les maréchaussées et les troupes veilleront particulièrement sur leur conduite⁴⁵

- 33 Alors même que l'Assemblée occulte le rôle des fausses nouvelles dans l'établissement des milices nationales, sa déclaration du 10 août témoigne de l'affinité élective certaine entre les milices bourgeoises, les discours qui les ont rendus universelles, la mission de maintien de l'ordre face à « l'anarchie », la crainte de la contagion de la violence populaire et la crainte des marginaux qui la provoqueraient. L'ensemble de ces craintes et de ces mots d'ordre sont potentiellement présents dans la catégorie des brigands et du brigandage. La dualité des milices bourgeoises est encore plus manifeste là où elles sont créées un certain temps après la Grande Peur. À Boissezon dans le Tarn, une milice n'est levée que le 24 août, et elle est ainsi justifiée par les officiers municipaux :

Il a été unanimement délibéré, convenu et arrêté que pendant le silence des Lois, que l'espèce d'anarchie qui existe entraîne, il importe pour maintenir le bon ordre et parer aux insurrections tant intérieures qu'extérieures d'établir un comité permanent et de former une milice bourgeoise à l'exemple de la municipalité de Paris, Castres et autres du Royaume.⁴⁶

- 34 Le cœur de la crise passé, les brigands apparaissent de plus en plus comme un prétexte pour des considérations intérieures, ainsi à Puylaurens, toujours dans le Tarn, le 8 septembre, est levée une garde bourgeoise, « ce qu'il convient de faire tant pour se mettre à l'abri des incursions des brigands que pour prévenir les émotions populaires qui ne se sont que trop élevées au sujet de la vente des grains dans cette ville⁴⁷ ». Entre les brigands de la Grande Peur et la populace que l'on craint, la frontière est si fine que les mesures pour les premiers conviennent parfaitement à la seconde, mais la dénonciation des brigands est plus à même de produire du consensus social.
- 35 Le paradoxe qu'affrontèrent ces milices dans les mois qui suivirent tenait souvent dans le fait d'armer précisément ceux dont on craignait la révolte. Nombreuses furent les autorités qui tentèrent de résoudre ce paradoxe, soit en imposant une discipline toute militaire à ces nouveaux corps armés, par l'intermédiaire de règlements, de serments et l'établissement d'une hiérarchie stricte, soit en excluant, sous divers prétextes, les éléments les plus pauvres du service de la milice. Ces décisions n'étaient pas possibles partout et pouvaient entraîner de nouveaux troubles politiques. Les milices échappèrent régulièrement au contrôle municipal décidé au moment de la Grande Peur et entériné par l'Assemblée Nationale. Cependant, c'est bien par l'invocation inaugurale des brigands que ces tentatives furent possibles.

Conclusion

- 36 Il n'est pas question de nier que la Grande Peur ait suscité de nouveaux troubles, à court ou à long terme, ni de remettre en cause le fait qu'elle accéléra le processus de politisation de la France rurale, la teintant d'allures guerrières. Les milices villageoises ont régulièrement pris part à des troubles ultérieurs, au désespoir des autorités urbaines, qui les regardaient alors comme « complices » des « brigandages »⁴⁸. Ce paradoxe apparent illustre la capacité du mouvement paysan à adapter les symboles politiques à la poursuite de ses propres intérêts. Le mouvement de panique n'était pas souhaité par ceux qui craignaient la violence du peuple. Sur le moment, ils redoutèrent même que les attroupements et l'effervescence que la Grande Peur avait suscité n'évoluassent en sédition. Ce fut d'ailleurs parfois le cas et cela ne manquait pas de contribuer à la propagation de l'alarme. Mais cette subversion des mots d'ordres ne s'est faite le plus souvent qu'à posteriori, si l'on excepte le Dauphiné.
- 37 La focalisation sur un mouvement paysan qui serait concentré sur la Grande Peur invisibilise les logiques propres des révoltes agraires qui, dans leur majorité, ne dépendirent pas d'elle. Comme le disait Lefebvre, « [le paysan] était déjà debout ». La Grande Peur procédait d'aspirations convergentes en faveur de l'ordre et de la sécurité, mais exprimées et pensées dans un système d'oppositions qui pouvait tout à fait être employé contre l'insurrection populaire, qu'elle soit urbaine ou rurale, et – c'est un enseignement de la Grande Peur – reconnu, au moins en partie, par les potentiels insurgés.

- 38 Les représentations, les discours et les actions des groupes élitaires, patriotes ou non, n'ont pas été étrangers au déploiement de la Grande Peur. Leur alarmisme sur la violence populaire et leur crainte de l'anarchie ont été au moins aussi contagieux que la violence qu'ils redoutaient, notamment par le biais de la peur des brigands. Les mesures prises avant, pendant et après les mouvements de panique montrent qu'ils surent, ou du moins qu'ils tentèrent de tirer profit de ces peurs en produisant une nouvelle manière de légitimer le maintien de l'ordre. Il ne purent entreprendre ces tentatives que dans la mesure où le moteur dominant de la Grande Peur – la crainte des brigands – entretenait avec elles des affinités électives importantes : cette conception effrayée du monde social était en grande partie formulée au sein des groupes élitaires. La peur des brigands n'est donc pas un simple avatar anachronique de peurs ancestrales, mais aussi et surtout une peur construite, partagée dans le cadre de la domination symbolique, dans un contexte particulier et avec des fonctions précises.

NOTES

1. Georges LEFEBVRE, *La grande peur de 1789*, Paris, Armand Colin, 2014 [1932].
2. Voir le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, 1896, p. 106-110. A. Aulard proposa d'inscrire dans le bulletin le récit des « alarmes » de l'été d'un curé, rapporté par M. Combarieu. Il introduit ainsi la présentation de cette source : « Il n'y a peut-être pas d'événement plus important dans l'histoire de notre pays, car c'est la *grand'peur* qui constitua toute la France en état de révolution et qui amena la chute de l'ancien régime. Toutes les contributions à l'histoire de ce mouvement mal connu sont à recueillir. » Aulard utilisait là le nom parfois employé dans le centre de la France pour se référer aux paniques, par ceux qui l'avaient vécu. Plus l'on monte en synthèse (notamment dans les manuels du supérieur et du secondaire), plus la présentation de la Grande Peur tend à correspondre à l'interprétation qu'en a donné Aulard, en dépit de celle de Lefebvre.
3. Cinq ou six, Lefebvre hésitant à dédoubler le courant du Clermontois.
4. 20 juillet – 6 août.
5. La plupart des synthèses sur la Révolution française emploient désormais une carte de Michel Vovelle, établie sur la base des travaux de Lefebvre et de sa propre carte, présente dans l'édition originale et l'édition de 1988 de *La Grande Peur de 1789*. Voir Michel VOVELLE, *La Chute de la Monarchie*, Paris, Seuil, 1972.
6. La « réaction seigneuriale » est un concept historiographique selon lequel les propriétaires terriens nobles auraient, dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, tenté de faire revivre un certain nombre de droits tombés en désuétude en recourant systématiquement à des feudistes et, le cas échéant, aux cours de justice. Elle est souvent avancée pour expliquer la puissance du mouvement paysan pendant la Révolution française. L'idée de la réaction seigneuriale convient tant aux auteurs qui, après Tocqueville, voient un processus de « castification » de la noblesse au XVIII^e, qu'aux historiens d'inspiration marxiste qui pensent la Révolution française à travers le prisme de la révolution bourgeoise dans le cadre du matérialisme historique. Elle a été au contraire contestée par le courant « critique » qui, à la suite de Denis Richet, cherchait à identifier une « convergence des élites » dans la France pré-révolutionnaire.

7. Voir Clay RAMSAY, *The ideology of the Great Fear: the Soissonnais in 1789*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1992 ; Francisque MÈGE, *La dernière année de la province d'Auvergne. La Grande Peur*, Clermont-Ferrand, Bouy, 1901 ; et Hubert DELPONT, *La victoire des croquants : les révoltes paysannes du Grand Sud-Ouest pendant la Révolution : 1789-1799*, Nérac, Amis du vieux Nérac, 2002.
8. Voir par exemple Philippe HAMON, « Des mobilisations armées sans révoltes ? Parcours ruraux normands du Moyen Âge au XIX^e siècle » dans Bernard Bodinier et François Neveux (dir.), *Événements contestataires et mobilisations collectives en Normandie, du Moyen-Âge au XXI^e siècle*, Louviers, 2017, p. 17-33, et Philippe HAMON, « Aux armes paysans ! », *Mémoires de la Société d'Histoire et d'archéologie de Bretagne*, vol. 92, 2014, p. 221-244.
9. Archives nationales (AN par la suite). D/XXIX/23, dans une lettre des « citoyens de Bordeaux » à l'Assemblée nationale dénonçant l'attitude du parlement de Bordeaux. « Ces circonstances » renvoient à la Grande Peur.
10. AN D/XXIX/17, copie d'une délibération communale du 20 septembre 1789.
11. La révolte agraire n'éclatant pas avant l'hiver 1789-90. L'intendant de Montauban écrit le 16 août au comte de Saint-Priest pour lui signifier l'absence de violences « ni sur les personnes, ni sur les propriétés » consécutivement aux alarmes de la Grande Peur, lettre citée dans Bernard PAUMÈS, « La Grande Peur dans le Quercy et le Rouergue », *Bulletin de la société des études du Lot*, n° 37, 1912, p. 243-244.
12. Georges LEFEBVRE, *La grande peur de 1789*, Paris, Armand Colin, 2014, p.150 et p.172. Ces distinctions capitales semblent trop souvent oubliées. Une relecture attentive de *La Grande Peur de 1789* interdit de faire de la Grande Peur le début du mouvement paysan et de sa politisation. À plusieurs égards, la Grande Peur est un effet, beaucoup plus qu'une cause, des différentes insurrections agraires. La situation du Dauphiné, étudiée dès 1904 par Pierre Conard, est passée subrepticement du statut d'exception à celui de l'exemple représentatif. Voir Pierre CONARD, *La Peur en Dauphiné : juillet-août 1789*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904.
13. Un long chapitre leur est consacré, intitulé « Les révoltes paysannes », intégré non dans la troisième partie, « La Grande Peur », mais dans la seconde, « Le complot aristocratique ».
14. Pour reprendre une expression de Jean-Pierre Jessenne : Jean-Pierre JESSENNE, « Des paysans du Nord à la France directoriale », *La Révolution française*. [En ligne], Georges Lefebvre, mis en ligne le 16 juin 2010, consulté le 20 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/151>
15. Clay RAMSAY, *The ideology of the Great Fear*, op. cit.. L'ouvrage, trop peu invoqué en l'absence de traduction française, de Clay Ramsay est bien plus qu'une monographie régionale sur la Grande Peur. L'historien américain a cherché à mettre à l'épreuve les conclusions de Lefebvre sur de nombreux aspects et a notamment conclu que la Grande Peur exigeait un minimum de paix sociale pour se déployer dans une région donnée.
16. « Théâtre de grandes révoltes agraires, la campagne haut-marnaise n'a semble-t-il pas connu la Grande Peur », Jean-Jacques CLÈRE, *Les Paysans de la Haute-Marne et la Révolution française : Recherches sur les structures foncières de la communauté villageoise (1780-1825)*, Paris, Éditions du CTHS, 1988, p.161.
17. Georges LEFEBVRE, *Quatre-vingt-neuf*, Paris, Éditions sociales, 1970, p.113.
18. L'autonomie du mouvement paysan a été notamment affirmée par Georges Lefebvre, pour qui il existait une révolution paysanne qui imposa un compromis à la révolution bourgeoise. Albert Soboul et Anatoli Ado considéraient plutôt le mouvement paysan comme une variante originale de la révolution bourgeoise. Cette dernière vision a par la suite été contestée à la faveur d'autres conceptions, largement inspirées par le concept de « l'économie morale de la foule » de E. P. Thompson et qui rendaient mieux compte de l'engagement tantôt révolutionnaire et tantôt antirévolutionnaire de la paysannerie française, pour en retirer le caractère apparemment contradictoire.

19. Clay RAMSAY, *The ideology of the Great Fear*, op. cit.. Ramsay a catégoriquement infirmé l'existence de référence au complot aristocratique dans une région pourtant proche économiquement et géographiquement de Paris. Voir également Timothy TACKETT, « La Grande Peur et le complot aristocratique sous la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 335, 2004, p. 1-17.

20. Hubert DELPONT, *La victoire des croquants*, op. cit.. H. Delpont ne récuse pas l'autonomie du mouvement paysan en soi, il refuse simplement de la constater dans la dynamique sociale particulière de la Grande Peur.

21. Hubert C. JOHNSON, *The Midi in Revolution: a study of regional political diversity, 1789-1793*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1986.

22. Un auteur comme Pascal Froissart a utilement mis en garde sur la construction de l'objet de science « rumeur » comme chargé de présupposés, notamment celui d'une pathologie sociale inhérente au « populaire ». Voir Pascal FROISSART, *La rumeur: histoire et fantasmes*, Paris, Belin, 2010.

23. Il est difficile ne pas y voir de traces de l'action structurante de l'opposition classique entre raison et émotion, les paysans se trouvant systématiquement du mauvais côté de ce couple, au prisme duquel sa « politisation » est envisagée comme un processus de rationalisation. Outre le récent regain d'intérêt pour les émotions en sciences sociales qui s'appuie implicitement ou explicitement sur la contestation (partielle ou totale) de cette opposition, on peut se référer à Antonio R. DAMASIO, *L'erreur de Descartes : la raison des émotions*, Paris, O. Jacob, 2009.

24. L'auteur n'entend pas affirmer qu'ils en sont les seuls acteurs, ils sont simplement le sujet du présent article.

25. Dans l'historiographie antérieure à Georges Lefebvre, à noter l'importante – et marginale – intuition de Kropotkine, pour qui le mot « brigand » servait surtout à désigner les paysans en révolte. À ce titre, il traitait la Grande Peur comme une panique « bourgeoise ». Pierre KROPOTKINE, *La grande révolution : 1789-1793*, Paris, P.-V. Stock, 1909.

26. Dans le sens où le mot et les injonctions qu'il véhicule ne revêtent pas les mêmes significations en fonction de la position occupée dans l'espace social, sans que ces significations soient explicites. Les idées d'euphémisation du langage et d'ubiquité sociale sont liées au concept de domination symbolique développé par Pierre Bourdieu : voir Pierre BOURDIEU, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points, 2014.

27. On l'observe par exemple au moment de la Guerre des Farines ou encore à l'occasion de « l'affaire Réveillon », fin avril 1789. Il est également possible de le lier, sur une perspective de long terme, à la construction de « l'assentiment universel à l'État », selon l'expression de Alain BOUREAU, « Propositions pour une histoire restreinte des mentalités », *Annales*, vol. 44, n° 6, 1989, p. 1491-1504.

28. À ce sujet, voir Micah ALPAUGH, « A Self-Defining “Bourgeoisie” in the Early French Revolution: The Milice Bourgeoise, the Bastille Days of 1789, and Their Aftermath », *Journal of Social History*, vol. 47, 2014, p. 696-720.

29. Un exemple dans la lettre d'un curé évoquant les rumeurs qui circulent à Troyes, citée dans Henri DINET, « L'année 1789 en Champagne », *Annales historiques de la Révolution française*, vol. 254, n° 1, 1983, p. 587 : « Nous apprenons tous les jours, comme vous, les scènes sanglantes qui se passent à Paris. Nous ne sommes point tranquilles. Toute notre bourgeoisie est continuellement sous les armes. Nous avons à craindre des brigands que l'on dit être près de nous [et] qui désolent la campagne : On dit [encore] que ce sont des échappés de Paris ».

30. L'emploi du terme « stratégie » est à comprendre dans le sens défini par exemple par Roger Chartier, pour un contexte tout à fait différent, dans Roger CHARTIER, « Le monde comme représentation », *Annales*, vol. 44, n° 6, 1989, p. 1505-1520 : « non au sens d'un calcul rationnel, mais comme désignant un ajustement plus ou moins automatique à une situation donnée ».

31. AN D/XXIX/20, mémoire de la garde nationale de Belfort, daté du 11 décembre 1789.
32. Certaines villes s'en étaient à ce titre dotées dès le printemps, à l'exemple de Marseille. Mais le contexte de l'été constitue régulièrement une motivation pour renforcer ou réorganiser ces corps.
33. AN D/XXIX/43, délibération communale de La Clayette, 19 juillet 1789
34. AN D/XXIX/34, lettre signée Frotté de Couterne, adressée au président de l'Assemblée nationale, 1^{er} août 1789.
35. Archives départementales (AD par la suite) de Haute-Garonne, 1 NUM AC 3066 (registre des délibérations communales de Baziège), 29 juillet 1789.
36. J'emprunte ce terme à Michel Foucault, pour qui la pensée, quelle que soit l'époque que l'on considère, est nécessairement « ensablée » dans un « discours », ou « dispositif », incapable de se voir lui-même et dont le philosophe tentait de faire l'archéologie et la généalogie.
37. Déclaration par laquelle l'Assemblée nationale attribue les fausses alarmes aux « ennemis de la nation » et soumet les gardes nationales à l'autorité des officiers municipaux.
38. AN D/XXIX/32, lettre du comité permanent de Château-Chinon (Nièvre) à l'Assemblée nationale.
39. *Ibid.*
40. AD du Tarn, 4 EDT BB 45 (registre des délibérations communales d'Albi), assemblée des trois Ordres, 31 juillet 1789.
41. *Ibid.*
42. Nous sommes en mesure de l'affirmer, au-delà des indices propres à la graphie, puisque que, le lendemain, le 1^{er} août, les autorités albigeoises ont rédigé une circulaire par laquelle elles prévenaient les communautés environnantes de la menace des brigands.
43. AN D/XXIX/18, Aurillac.
44. Par-là, l'Assemblée nationale ne faisait pas que reproduire l'idée conventionnelle d'un peuple toujours manipulé, idée utile autant pour discréditer son action que pour, le cas échéant, excuser ses violences en parlant en son nom ; elle inaugurerait également la confusion entre les révoltes agraires et la Grande Peur.
45. L'extrait est tiré du tome VIII des *Archives parlementaires*, qui sont disponibles en ligne via le portail Persée : <https://www.persee.fr/collection/arcpa>
46. AD du Tarn, 34 EDT BB 7, registre des délibérations communales de Boissezon.
47. AD du Tarn, 219 EDT BB 16, registre des délibérations communales de Puylaurens.
48. Dans une lettre datée de janvier 1790, un citoyen de Figeac déplore de manière exemplaire : « de quel secours seront nos milices presque toutes composées de gens dont on craint la révolte ? Je ne sais pas comment elles sont composées ailleurs mais ici on a été obligé de se conformer au mot égalité... » ; cité dans Hubert DELPONT, *La victoire des croquants*, op. cit., p. 21.

RÉSUMÉS

L'historiographie de la Révolution française regarde principalement la Grande Peur de 1789 à travers le prisme de la révolte antiseigneuriale, dont elle serait soit l'équivalent, soit le prélude indispensable. Cet article se propose de nuancer cette association classique, devenue une sorte d'évidence, en précisant l'interaction entre les deux phénomènes, puis en étudiant le rôle des groupes élitaires dans la construction de la peur des brigands et les différents usages que

permettait leur invocation. La Grande Peur peut être alors regardée comme le déploiement, dans différents groupes sociaux – avec ses inévitables altérations et réinterprétations –, d'un discours comportant une dimension répressive. Pour formuler cette hypothèse, l'article reprend les importantes distinctions formulées par Georges Lefebvre dans sa définition pionnière de la Grande Peur.

The historiography of the French Revolution mainly looks at the Great Fear of 1789 through the prism of peasant insurrection, considering it to be either its equivalent or its indispensable prelude. This article aims at questioning this classical association, which has become a truism, by specifying the interaction between the two phenomena. It leads to an attempt to highlight the role the elite groups held in building the fear of brigands and the different uses that could be made by invoking them in public. Thus, the Great Fear can be seen as the spreading, in different social groups – with its inevitable alterations and reinterpretations –, of a discourse with a repressive dimension. To formulate this hypothesis, the article relies on the important distinctions Georges Lefebvre made in his pioneering definition of the Great Fear.

INDEX

Mots-clés : Révolution française, Grande Peur, brigand, anarchie

Keywords : French Revolution, Great Fear, brigand, anarchy

AUTEUR

HENRI VIGNOLLES

Doctorant

FRAMESPA

université de Toulouse